L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

DUFOUR & LIMÉ, Editeurs-Propriétaires

Bureaux—No. 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS,
DIMANCHE MATIN, 29 OCTOBRE.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

UNE INDUSTRIE NOUVELLE POUR LA LOUISIANE.

Culture de la Jute et du Ramié.

Depuis la fin de la guerre de sécession et l'émancipation des esclaves, un grand nombre de nos plus riches planteurs, sentant fort bien que la culture de la canne à sucre sur une grande échelle, avec les capitaux immenses qu'elle exige et dans un moment où le travail, complètement désorganisé, les forçait à laisser une partie de leurs terres en friche, allait devenir de plus en plus difficile chaque année, se sont appliqués à découvrir une culture nouvelle moins coûteuse et par cela même plus productive, qui nécessiterait moins de travail et moins de bras.

C'est ainsi que l'on a eu l'idée d'introduire dans notre Etat, le Ramié et la Jute, deux plantes textiles importées des Indes où elles croissent naturellement.

Un premier essai a donné les résultats les plus satisfaisants. Notre sol plus riche que celui des Indes et notre climat aussi tempéré, convient parfaitement aux deux plantes.

Ce fut une fois acquis, restait à trouver le moyen d'en tirer parti.

Le ramié est destiné à remplacer avantageusement le coton. Il donne une fibre qui a toute la finesse de la soie et qui joint à cette qualité plus de solidité encore.

On reprodnit le ramié par boutures, en coupant les racines de la plante et en les divisant en pinsieurs morceaux, de deux à trois pouces de long, que l'on dépose dans un sillon creusé à l'avance, à une distance de trois à quatre pieds.

On peut le planter aussi par le système du marcottage ; c'est-à-dire, en enfonçant dans la terre tous les rameaux, dits gourmands, qui sont attachés à la partie inférieure de la plante-mère.

Le Ramie croît rapidement, et au bout de trois mois il est en pleine maturité. Il arrive alors à une hauteur de cinq pieds et quelquefois, de six, et même de sept pieds.

On peut facilement faire trois récoltes dans l'année. Cette plante ne demande pas de soins et on la multiplie facilement à l'aide des deux procédés que nous avons indiqués plus haut.

La Jute a beaucoup de rapports avec le Ramié, mais la fibre en est plus grossière et d'une qualité inférieure. Cette plante ressemble plutôt au chanvre.

On la reproduit par la graine, que l'on sème, *à la volée*, dans un champ qui a été préalablement labouré en plein et hersé. La Jute pousse avec beaucoup de vivacité ; elle n'a qu'une seule tige droite, sans ramifications et elle atteint une hauteur de six, sept et huit pieds, trois mois après les semailles.

La Jute ne repousse pas du pied comme le Ramié et la plus petite gelée blanche suffit pour l'abattre.

C'est essentiellement la plante du petit fermier et du planteur sans capital. Cent arpents de jute peuvent être facilement cultivés par cinq travailleurs. Un arpent doit rendre une moyenne de $1,500 livres ; et cela, sans travail et sans autres dépenses que celles de l'ensemencement et de la moisson.

On se sert des filaments de la jute pour faire des toiles d'emballage, des tapis et des cordes, et on calcule qu'on en importe des Indes aux Etats-Unis, tous les ans, pour le marché de Boston de celui de New-York, plus d'un million de balles.

La matière textile brute de la jute est quotée aux Indes à dix sous la livre, et cette même matière, soumise à un rouissage, est quotée à soixante-dix et quatre-vingt sous la livre.

Jusqu'à présent, il existait un obstacle sérieux au rouissage du ramié et de la jute, qui le rendait réellement insurmontable, à savoir : le manque d'eau.

On n'osait entreprendre de tout appareil de décortication, qui nous avons vu fonctionner sur l'habitation St. Jeanne, à cinq milles de la ville, à pouvoir exploiter avec succès ces deux plantes, sans être sûr de pouvoir vendre sa récolte.

Aujourd'hui, la difficulté est tranchée.

Nous parlerons dans notre prochain numéro d'un appareil de décortication, qui nous offre toutes les garanties désirables que nous avons vu fonctionner sur l'habitation St. Jeanne, à cinq milles de la ville, à Gentilly, appartenant à une compagnie pour l'exploitation du ramié et de la jute, dont M. Emile Lefranc est le président.

ACCIDENT.

Nous avons appris avec le plus vif regret que M. G. William Nott, secrétaire de la Compagnie d'Assurance des Marchands, avait failli être victime d'un terrible accident. Dimanche soir, jeudi dernier, au théâtre Choutpoutoule, théâtre d'un des derniers incendies, et était monté sur la toiture de la compagnie de glace Crescent City, lorsque, faisant un faux pas, il a été précipité du haut en bas de l'édifice. Il aurait dû être broyé, tombant ainsi d'une hauteur de trois étages, mais chose étonnante et dont se sauraient trop se féliciter sa famille, ses amis et tous ceux qui s'intéressent à lui, il en a été quitte pour des contusions, assez douloureuses il est vrai, mais qui ne mettent pas en vie en danger. Nous espérons revoir sous peu M. Nott à son poste, entièrement rétabli de ses meurtrissures. La Compagnie des Marchands a en lui un secrétaire plein de zèle, d'activité, d'intelligence et de dévouement ; elle a dû être heureuse que l'accident n'ait pas eu de suites plus graves.

BAR'S HOUSE.

C'est le nom d'un charmant salon de rafraîchissements qui vient d'être établi à l'angle des rues Royale et Orléans. Nous remercions le propriétaire, M. T. Fink, de la gracieuse invitation qu'il nous a adressé. L'ouverture du salon a eu lieu hier soir, à 7 heures, et les amis de M. Fink s'y pressaient en grand nombre. Les vins et les liqueurs sont tous de choix, et les invités y ont fait honneur.

VIOLET SOCIAL CLUB.

La première grande soirée de réception de ce club aura lieu le 8 novembre, dans la salle des sociétaires, rue Canaalvo, No. 548. Nous prions le club d'agréer nos remercîments pour l'obligeante invitation qu'il nous a adressée.

SOCHA, SCHONHAUSEN & CO.

(Suite.)

Il y avait encore foule, hier matin, dans la salle de la Cour Criminelle ; et, lorsque l'illustre Schonhausen a fait son apparition et s'est assis au banc des accusés, il y a eu une certaine excitation et plusieurs personnes se sont levées pour dévisager ce personnage, devenu trop notoire depuis le vol du café Albanitra et le vol du Palais de Cristal, qui lui ont fait une réputation près de laquelle celle de Cartouche même aurait pâli.

Après quelques débats insignifiants entre le pseudo-avocat-général et les avocats de la défense, plusieurs témoins à décharge ont été entendus.

Leurs déclarations n'ont que peu d'importance ; ils ne savent rien positivement et n'ont rien vu ni rien entendu de nature à incriminer Shonhausen ou Socha.

Deux de ces témoins sont des garçons employés par Socha dans son Palais. Ils se nomment Frédéric Brodhurst et Thomas Russell.

Le dernier a déclaré avoir vu Keith entrer dans le "wine room", mais ne l'avoir pas vu sortir avant que l'établissement eut été fermé et le gaz éteint.

Il a dit aussi que la fille Bella Woods était ivre au point de ne pas pouvoir se tenir debout ; mais, que Maggie Priest et Mollie Walker n'étaient nullement sous l'influence de la boisson.

L'agent de police Lafarranderie et l'officier Smith, du service secret, ont été questionnés tous les deux par MM. Rogers et Dalsheimer, avocats de la défense ; l'valeur, pour ou contre les intérêts de Shonhausen.

Après que les deux gardiens de la paix eurent terminé leur petite narration, une longue discussion s'est engagée entre les hommes de loi ; M. Dalsheimer désirant que l'affaire fut soumise immédiatement au jury et M. Field s'y opposant.

Enfin, après beaucoup de tiraillements de part et d'autre, il a été convenu que l'avocat de District, M. John McPhelin parlerait de deux à trois heures et que la Cour s'ajournerait alors à lundi.

Il en a été fait ainsi, et les membres du jury, qui espéraient déjà être quittes de leur pénible mission, ont été enfermés dans une chambre et condamnés à passer toute la journée de dimanche entre quatre murs.

Pendant que Schonhausen comparaissait devant la Cour Criminelle, M. George J. Lacey, avocat de la ville, se présentait devant la Cour dite Supérieure, présidée par le pseudo-juge Hawkins, et obtenait que l'injonction, qui avait été lancée contre le maire Wiltz pour lui défendre de faire fermer l'établissement de Socha, fut annulée.

M. Branghio, représentant Socha, a voulu protester et a demandé un nouveau délai ; mais, le pseudo-juge Hawkins est resté ferme ; et, au grand étonnement de tous et pour la première fois de sa vie, il a rendu un service signalé à la communauté.

Force est donc restée à la loi et au bon droit ! Hier soir, le "Palais de Cristal" n'avait plus cet air de fête qui lui est particulier ; on ne voyait plus aux alentours des hommes déboulés et arrivés ; et on n'entendait plus, du fond de l'antre de Socha, la voix des sirènes appelant les passants.

Les voisins du Palais ont pu dormir tranquilles, sans que leur sommeil fut troublé par une affreuse cacophonie à faire grincer des dents à un sourd.

L'édifice dit enfin Chartres et Conti semblable un vaste tombeau ; — aux orgies de chaque soir, a succédé un silence de mort.

Pauvre Socha, il n'a pas su s'arrêter à temps sur la pente fatale où l'entraînaient les Shonhausen & Cie. — Il saurait dû sortir de la fortune, sans en abuser.

Hâte-toi lentement dit le sage. — Le tort de Socha et d'avoir voulu aller trop vite ; il a fait faux pas ; et, pas foi, il est tombé sur losos.

LES MÉTROPOLITAINS EN CAMPAGNE.

On dit que Kellogg, ou son lieutenant Antoine, fera partir ce matin le *novire de guerre* "Ozark", chargé de vaillants métropolitains, en route de ramener Winchester, passé la Rivière Rouge. On suppose qu'il s'agit d'un invasion dans la paroisse Grant et dans la paroisse Rapides.

Les mercenaires de Badger, sont envoyés, nous assure-t-on, pour arrêter ceux de nos concitoyens de ces paroisses, qui se sont rendus coupables de crimes impardonnable de s'être défendus contre les attaques d'une horde de nègres assassins et pillards.

Il faut que les radicaux aient bien de l'impudence ! La fanfa en est à nous, car il en sera ainsi tant que le peuple n'aura pas adopté la loi de Lynch pour se faire justice.

On ne gagne rien à patienter avec les gens de sac et de corde qui nous gouvernent. Tant que nous voudrons nous laisser tyranniser, la abhorrent de notre apathie : mais, gare au réveil !

Nous nous demandions si nos amis de la Rivière Rouge n'auraient pas conservé, par hasard, quelque torpille, relique de la guerre ?

FAITS DIVERS.—On a arrêté, avant hier, à la demande du major Seyle, officier de surveillance à la Poste, un certain Henry R. McVey, qui était employé comme facteur. On l'accuse de vol et d'abus de confiance. Il paraît que cet intéressant jeune homme faisait le commerce des timbres-poste sur une grande échelle.

Il décollait tous ceux qui se trouvaient sur les lettres qu'il portait à domicile, et les remplaçait par d'autres qui étaient déjà biffés.

Le major Seyle ayant eu vent de la chose, a fait des perquisitions et a réussi à prendre McVey en flagrant délit.

Il n'y a pas que le "Palais de Cristal" qui soit une caverne de voleurs. On peut trouver en ville des bouges encore plus mal famés !

Un certain William Ashbury, un ex-soldat de l'armée des Etats-Unis, s'était égaré dans un estaminet fréquenté par des nègres et des blancs, en est sorti les poches vides, ayant perdu une somme de $1,500 le fruit de ses économies de 5 ans.

TRIANON.

A propos du palais de Trianon, où le maréchal Bazaine vient d'être transféré, M. Jehan Walter trace dans *Paris-Journal* une mélancolique physionomie historique de cette résidence royale qui a vu passer tant de choses !

Le palais de Trianon date du règne de Louis XIV. Il fut construit pendant l'hiver de 1670 ; mais ce n'est guère que sous Louis XVI qu'il commença à faire réellement parler de lui. A la date du 6 juin 1774, le roi en fit don à la reine, qui s'y fixa avec ses dames d'honneur.

C'est là que Marie-Antoinette, heureuse et admirée, passa dans une sécurité sereine les belles années de sa jeunesse ; c'est là qu'elle commença, avec Mme de Polignac, l'éducation de ses enfants ; c'est là que, tristement elle-même, elle s'exerça à des leurs reprises aux jeux du théâtre, maintenant, devant un parterre titré, le rôle de Colette dans *Le devin du village*, *Rose et Colas*, le *Sorcier*, le *Roi et le Fermier*, etc. C'est là qu'elle reçut successivement l'empereur d'Autriche son père, l'archiduchesse Christine sa sœur, le comte et la comtesse du Nord, destinés au trône impérial de Russie, le roi de Suède et le prince Henri de Prusse.

Les principales pièces représentées sur le théâtre de Trianon sont, en plus de celles que je viens de citer : la *Parodie d'Alzire*, la *Parodie d'Eyrelinde*, la *Gageure imprévue*, *On ne s'avise jamais de tout*, les *Fausses infidélités*, l'*Anglais à Bordeaux*, la *Correctrice d'après*, la *Feinte villageoise*, le *Sage Glendi*, *Zémire et Azor*, la *Jeune française au serail*, *Dardanus*, et enfin le *Barbier de Séville*.

Quant aux acteurs et aux spectateurs de ces fêtes intimes, c'étaient parmi les hommes : les trois Coigny, les Lauzun, les Luxembourg, le prince d'Henin, le duc de Guines, le bailli de Crussol, les Fersan, le comte de Polastron, le comte d'Andlau, le chevalier de l'Isle, le comte Esterhazy, le comte des Fersan, le baron de Staëlsingk, le prince de Ligne, M. de Bezenval, le comte de Vaudreuil, M. d'Adhemar.

Et parmi les femmes : Mme Elisabeth, la comtesse de Châlons, la comtesse de Polastron, Mme de Coigny, Mmes de Polignac, la duchesse de Guiche, etc., etc.

Les deux plus grandes fêtes données à Trianon eurent lieu :

La première à l'occasion de la visite de l'archiduc Albert de Saze-Teschen et de l'archiduchesse Marie-Christine, en mai 1786 ;

La seconde en l'honneur des ambassadeurs de Tippon Sahel en 1788 ; ces ambassadeurs étaient au nombre de trois : Khan et Mohammed-Khan, Akbar-Aly-Cosa-Ta-Trianon et Osman-Khan.

Cette dernière fête, la nouvelle de l'union, le 5 octobre [illegible] vint surprendre la reine au milieu [illegible]

Ce jour-là, le roi chassait [illegible] et la reine était absolument seule à se promener dans les jardins de Trianon, qu'elle parcourait pour la dernière fois de sa vie, quand elle reçut un petit billet de M. le comte de Saint-Priest, qui la suppliait de rentrer à Versailles. Pendant ce temps, M. de Cubières allait avertir le roi de ce qui se passait. Une bande nombreuse de femmes, précédent l'armée parisienne, était déjà à Chaville, à l'entrée de l'avenue de Paris.

Sous la Révolution, on installa à Trianon une sorte de guinguette où l'on buvait, dansait et chantait tout à la fois. Puis, en 1797, un limonadier de Versailles, nommé Langlois, eut l'idée de louer le Petit-Trianon pour en faire un jardin public. Il y établit un restaurant, et donna des fêtes avec illuminations et feux d'artifices. C'est dans ce jardin que Garnerin fit ses premières ascensions aérostatiques.

Enfin l'Empire rendit à Trianon son éclat d'autrefois, et c'est de là qu'en 1814 Napoléon partit pour l'île d'Elbe. C'est également Trianon qui fut le premier relais de Louis-Philippe fuyant Paris après la révolution de février.

Les dernières fêtes données à Trianon le furent en août 1855, en l'honneur de la reine d'Angleterre, et en mai 1867 en l'honneur du grand duc Constantin de Russie.

EXPLORATIONS ALLEMANDES DANS L'AFRIQUE ÉQUATORIALE.

Nous supprimons un dernier fascicule du *Comado* italien, que M. Guido Cora vient de faire parvenir à la Société de géographie de Paris, quelques faits d'ensemble relatifs aux expéditions allemandes dans l'Afrique équatoriale.

Le dernier, les docteurs Reinhold Buchholz, Wilhem Lubdge et Antoine Reichenow sont partis pour explorer les monts Cameroun dans le golfe de Guinée. C'était un voyage de plusieurs années qu'ils avaient entrepris, ils se proposaient, au préalable, d'étudier la faune tropicale de l'Afrique dans le vieux Calabar ; ils n'espéraient pas s'enfoncer fort avant dans l'intérieur du continent africain, mais ils pensaient pouvoir faire une excursion au Gabon dans les régions décrites par M. du Chaillu.

Cette expédition n'a pas été brillante ; arrêtée aux monts Cameron dans les premiers jours de l'année courante par la mauvaise volonté des indigènes du littoral, elle est restée depuis lors dans les mêmes régions. Les dernières nouvelles qui en sont parvenues au professeur Bastian, de Berlin, sont malheureuses. Le docteur Wilhem Lübber était mort le 8 mars d'un accès de fièvre, dans les monts Cameron, à Bonalonge. Le docteur Buchole était lui-même gravement malade, et le docteur Antoine Reichenow, seul valide, désespérait de pouvoir continuer l'expédition à l'aide de ses propres ressources et sans le concours de ses compagnons.

Une grande expédition projetée par la société africaine allemande qui s'est constituée le 19 avril à Berlin, n'a encore fait parler d'elle que par les projets et les préparatifs dont son voyage qui sont, d'ailleurs, très intéressants. Elle était appuyée par la société de géographie de Berlin et les fort sur-le-Mein, de Hafle de Monaco. Son chef est le docteur Paul Güssefeldt, âgé de 33 ans, né à Berlin, qui s'est distingué dans l'étude des mathématiques et des sciences naturelles, et a fait de nombreuses excursions dans les Alpes. Le docteur Paul Güssefeldt a été un des plus ardents promoteurs des explorations allemandes dans l'Afrique équatoriale.

Les autres membres de l'expédition sont le professeur Bastian et MM. Hattorf et Guerschen. Le docteur Güssefeldt a été chargé des opérations astronomiques, le professeur Bastian aux rapports et à la correspondance, M. Hattorf aux collections d'histoire naturelle, et M. Guerschen aux levés topographiques.

On pourrait croire que c'est cette expédition qui paraît devoir choisir pour quartier général une factorerie allemande aux environs de l'Ogowé, car le professeur Bastian a annoncé, son intention de s'établir à poste fixe dans un établissement commercial au nord du Congo, et il ne peut que l'expédition anglaise des frères Grandy ait ce dernier fleuve ait déterminé les Allemands à rentrer leur quartier général de quatre ou cinq degrés vers le nord.

Soixante nègres doivent porter les bagages, car il faut renoncer à employer des bêtes de somme dans ces régions où la mouche tsé-tsé exerce ses redoutables ravages sur les troupeaux. Le docteur Pétermann avait proposé de se servir d'éléphants, comme les Anglais dans leur expédition en Abyssinie, en 1868 ; mais il sera difficile de s'en procurer. Un essai en caoutchouc permettra de franchir les passes difficiles et pourra être porté à bras de l'autre côté des rapides. Ce canot pèse en tout 28 livres. L'expédition doit être armée de soixante excellents fusils, sans compter les armes à feu qu'on se propose de distribuer aux chefs africains.

—Un événement presque tragique s'est passé sur l'un des théâtres de Birmingham et y a causé une profonde émotion :

M. Charles Calvert jouait, au théâtre du prince de Galles, dans le *Henri V* de Shakespeare, le rôle de roi. La salle était comble. Dès le commencement de la pièce, il était apparent pour tous spectateurs que M. Calvert luttait contre une souffrance qu'il cherchait à vaincre. Mais vers dix heures, au moment où, ils tailles, donne à ses soldats des cours d'acier ", on vit l'acteur s'avancer jusqu'à la rampe et on l'entendit murmurer qu'il se sentait mourir. Le pâleur de son visage, la sueur qui l'inondait en front, sa respiration haletante, tout contribuait à démontrer l'authenticité.

Un silence pesant régnait dans la salle. M. Calvert, ne trouvant plus que des paroles entrecoupées, eut cependant encore la force de dire que depuis trois semaines il luttait contre ses douleurs, et que Dieu seul savait ce qu'il lui avait fallu endurer de souffrances pour ne pas manquer à ses engagement, il n'ignorait pas qu'en ce moment même il était en danger de mort. Tout le monde, ajouta-t-il, connaissait son courage ; mais il devait se confesser vaincu, et il priait ses auditeurs, au nom de leurs sentiments chrétiens, de ne pas le forcer à continuer. Un effort de plus, et il mort dans certaine. La situation était affreuse. On entendait les sanglots des femmes dans les couliases, et les camarades du malheureux comédien n'osaient que le temps de se précipiter sur la scène pour le recevoir évanoui dans leurs bras. Le rideau tomba au milieu de l'émotion la plus profonde.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Européennes.

FRANCE.

Paris, 18—Dix-huit députés de l'Assemblée, représentant le département de la Seine, ont signé un manifeste pour protester contre la tentative de restauration monarchique et déclarer qu'ils combattront tout projet de cette sorte.

Procès Manin.

Paris, 18—Le procès du maréchal Bazaine a recommencé à midi aujourd'hui. Le président de la Cour a continué l'interrogatoire de l'accusé ; il lui a demandé pourquoi deux dépêches seulement, l'une du 15 septembre, l'autre du 21 octobre, ont été envoyées au gouvernement de la défense nationale. Bazaine a répondu qu'il n'avait reçu aucune des communications de ce gouvernement.

En réponse à d'autres questions, il a dit qu'en envoyant le général Bourbaki à l'Impératrice, il l'envoyait à la seule personne qui, dans son opinion, représentait le gouvernement. Il n'avait reçu aucune information officielle des élections générales. Le président a fait observer au maréchal que son intention de gagner Thionville ne s'accordait pas avec sa théorie, qu'après la reddition de Sédan une sortie de Metz était impossible, et il lui a posé la question si, oui ou non, il était convenu avec les Prussiens de cesser ses opérations offensives après le départ de Bourbaki. Bazaine a répondu en citant les engagements subséquents [illegible] du 27 octobre.

Le président lui a demandé pourquoi il n'y avait eu aucun engagement sérieux pour appuyer les négociations du gouvernement de la défense nationale. Bazaine a répondu : Nos malades et nos blessés nous empêchaient de le faire. Il aurait épuisé l'armée, tandis que l'ennemi recevait des renforts. Le maréchal a ajouté que l'offre qu'il avait faite le 29 septembre, au général Steiple, de capituler, n'était qu'une ruse. Au sujet de la convention qu'il conclut plus tard avec les Allemands, il a dit : " Ma position était sans précédent ; j'étais, dans un certain sens, mon propre gouvernement."

Le devoir d'un chef d'armée, quand il existe un gouvernement légal, est strictement défini. Je ne considère nullement que ce soit le cas en présence d'un gouvernement insurrectionnel. Il n'y avait aucun gouvernement ; il n'y avait rien.—Le président : " Quoi ! Est-ce que la France n'existait plus ?" (Sensation.)

Bazaine, pour expliquer une réponse précédente, dit en propres termes, que pour obtenir la neutralité en faveur de l'armée, il avait l'intention d'obtenir un armistice en vue d'établir un gouvernement régulier. A protesté contre une assertion du Président que sa phrase "que l'armée maintiendrait l'ordre dans la ville," était une allusion à la guerre civile.

Il a déclaré que ses propositions avaient été mal comprises ; jamais il n'avait pris au sérieux la [illegible] Regnier. Le président a [illegible] les démarches faites à cette époque, ouverture aux Allemands et communications avec eux ayaient le caractère le plus sérieux, quand on pense à l'admirable armée que vous auriez pu conduire jusqu'à la dernière extrémité.

J'espère que vous avez bien pesé tous les résultats de la convention proposée. Bazaine a répété que ses motifs ont été mal compris et ses propositions mal interprétées.

[illegible] séance a été momentanément suspendue au milieu de la plus grande agitation.

A la reprise des débats, le prisonnier interrogé de nouveau a dit que les chefs de corps ne connaissaient pas l'affaire Regnier quoiqu'elle n'eût pas été mentionnée au conseil de guerre tenu le 10 octobre. Il considérait cependant qu'il était de son devoir [illegible] ses négociations avec les Allemands.

Le président.—Je suis forcé de vous demander si vos actes et vos pensées s'adressaient à votre pays et à votre armée.

Bazaine.—Oui, j'ai toujours agi honorablement, selon les inspirations de ma conscience.

Comme on lui demandait quel était l'objet du voyage du général Boyer en Angleterre, au mois d'octobre, l'accusé dit qu'il espérait que l'Impératrice obtiendrait la conclusion d'une convention, particulièrement si elle pouvait être décidée à venir à Metz.

Le président a rappelé à l'accusé son serment militaire et lui a demandé s'il avait observé alors les règlements qui interdisait les capitulations en rase campagne. Bazaine a invoqué pour sa justification l'existence d'un gouvernement insurrectionnel.

Le président : Est-ce que la constitution impériale, à laquelle vous vous croyiez tenu de rester fidèle, vous autorisait à négocier et à traiter avec l'ennemi comme vous l'avez fait ?

Bazaine—Non. L'accusé a soutenu que la capitulation était obligatoire. Il avait résisté jusqu'à la fin, et il ne lui restait pas même un morceau de pain.

A ce moment la cour s'est ajournée. La salle était encombrée, et il y a eu beaucoup de scènes d'agitation. L'accusé montrait de l'embarras dans ses manières et mettait souvent de l'hésitation dans ses réponses aux questions de la cour.

Versailles, 18—Aujourd'hui, à la reprise du procès Bazaine, l'interrogatoire du maréchal a continué, et comme on lui demandait pourquoi il n'avait pas détruit les forts et le matériel de guerre, avant de se rendre aux Allemands, il a répondu qu'il craignait la vengeance de l'ennemi, s'il le faisait ; en outre, c'était un travail trop long.

Le président de la cour lui a demandé quelles rigueurs l'ennemi aurait pu employer plus grandes que celles qu'il a infligées aux prisonniers. Bazaine a répondu d'une manière évasive qu'une telle destruction était sans exemple et qu'il pensait que Metz reviendrait à la France.

Répondant à d'autres questions au sujet des drapeaux, le maréchal a rappelé qu'il avait ordonné publiquement et clairement de les détruire. Il avait commandé de les porter tous à l'arsenal, pour y être détruits immédiatement. Ici s'est terminé l'interrogatoire du maréchal par le président.

Ensuite Bazaine a pris la parole pour se plaindre que son livre sur Metz fut traité comme un mémoire justificatif, quand en réalité il l'avait écrit tout entier de mémoire sans consulter aucun document.

Le commissaire du gouvernement lui a demandé comment il avait des nouvelles de sa femme, et comment il savait que son adresse, en septembre, était à Tours. Bazaine a dit, en réponse, qu'il l'avait appris dans les journaux allemands et aussi des officiers allemands.

ANGLETERRE.

Londres, 18—Le correspondant parisien du *Times*, télégraphie ce qui suit :

D'après des informations exactes, il paraît que les partis monarchiques sont tombés complètement d'accord. Le comte de Chambord a fait des concessions qui satisfont les monarchistes libéraux, et la proposition suivante sera soumise à l'Assemblée dès la rentrée.

Proclamation d'une monarchie constitutionnelle héréditaire, le roi promettant la liberté de conscience, l'égalité devant la loi et les droits de tous ses sujets.

Les monarchistes sont convaincus d'avoir une majorité dans l'Assemblée. On dit que c'est dégoûté seront engagés à appuyer le restauration de la royauté.

Londres, 18—La dépêche adressée au *Times* de Londres et annonçait l'accord établi entre le comte de Chambord et les partis monarchiques de l'Assemblée jointe les détails suivants sur le programme qui doit être publié à l'ouverture de la session : Eligibilité de tous les citoyens aux emplois civils, suffrage universel, liberté raisonnable de la presse, maintien du drapeau tricolore comme drapeau national. Ce dernier point, toutefois, reste ouvert à des concessions mutuelles.

La dépêche du *Times* dit aussi que l'Assemblée sera convoquée avant le 27 de ce mois.

Londres, 18—Le steamer Tarringia, allant de Southampton à New York, a pris de 60,000 livres sterling, et le Kron Prinz Frederick Wilhelm a emporté 68,000 livres en numéraire.

Londres, 18.—On a reçu le rapport publié par les bureaux nécessaires de l'Assemblée française, en sujet des négociations entamées avec le comte de Chambord. Il confirme l'exposé des concessions faites par le comte et renfermées dans la dépêche de Paris que le *Times* de Londres a publiée ce matin.

AUTRICHE.

Vienne, 18.—L'Empereur d'Allemagne Guillaume est arrivé ici aujourd'hui et a été reçu avec beaucoup d'enthousiasme par la people.

L'Exposition fermera le 30 du mois prochain.

WASHINGTON.

Washington, 18—Une dépêche officielle adressée à la Tribune de New York, dit que le litige soulevé par l'Assemblée de Caroline du Sud) a reçu de la commission mixte Anglo-Américaine, que plénipotentiaires [illegible] ont été [illegible] Washington. Les délégués [illegible] Colombie, Hayesiens [illegible] déclarations d'incompétence sur la question que la ville avait été [illegible] par les soldats fédéraux, agissant sous les ordres des officiers fédéraux.

Une grande quantité de témoignages dans cette affaire, était sous la garde de la commission, qui après y avoir donné une sérieuse attention, a rejeté toutes ces réclamations. Le total de la somme réclamée s'élèverait de six à sept millions.

Un exposé semi-officiel des finances du gouvernement porte en conclusion qu'on ne serait pas que le Congrès votera de nouvelles taxes pour combler des déficits de recettes supposés ou réels ; il maintiendra plutôt les allocations dans des limites plus économiques, et ne manquera pas d'un travail nouveau qui ne serait pas immédiatement nécessaire.

Le *Star* dit que la conviction que le Congrès sera prêt de l'administration, comprenant les évaluations de la commission sanitaire fédérale et les dépenses considérables de l'année prochaine, est [illegible] à croire qu'il dépassera de beaucoup les crédits affectés à l'administration du président.—C'est [illegible] jugement de Slatter a été remis aux prochaines termes des cours.

Observations Météorologiques.

Washington, 18—Probabilités pour dimanche : Etats du Golfe, vent du Nord et du Nord-Ouest. Temps frais et partiellement nuageux. Une dépression atmosphérique survenue à l'Est du Key West avancera lentement vers le Nord, entre des côtes de la Floride.

SHREVEPORT.

Shreveport, 18 octobre—Voici, telle que nous l'a transmise l'Association Havard, la liste des enterrements qui ont eu lieu dans les cimetières de la ville, pendant les 24 heures finissant à 6 heures du soir :

Dan. Brown, de couleur,	âgé de 2 ans.	
Martin Anderson,	do	do
W. H. Williams, blanc,	do	3 do
David Sarazo,	do	2 do
Rev. D. McCloud,	do	80 do
Arthur Thompson,	do	2 do
J. B. Smith,	do	35 do
Mad. V.N.Hemmerly,	do	2 do

MEMPHIS.

Memphis, 18 — Les Pères catholiques Leo et Schultz, de Louisville, sont morts ce soir.

Cinq sœurs catholiques et cinq frères de la Miséricorde sont morts depuis le commencement de l'épidémie.

L'état du maire Johnson est pire.

Pire encore.

Memphis, 18—Il y a eu aujourd'hui 31 décès de la nuit.

NEW-YORK.

Tempête en Mer.

New York, 18.—Tous les steamer qui sont arrivés ici depuis quarante-huit heures, disent qu'ils ont eu de terribles bourrasques de 6 au 10 de ce mois. Les passagers qui ont souvent traversé l'Océan disent que cette tempête était la plus violente qu'ils eussent rencontrée.

Nouvelles de New-York.

New-York, 18.—Dans une réunion du comité-directeur du Hall Exchange, pour examiner le projet de solder les actions, sur le plan du Stock Exchange de Londres, on a nommé un comité de conférence chargé de faire un rapport à la prochaine réunion régulière du comité-directeur.

New York, 18.—L'aspect général de nos corps commerciaux et financiers est encourageant. On est encouragé par l'acheminement vers un retour décidé et complet de la confiance, qu'on a remarquée pendant cette semaine.

New-York, 18. — Il n'y a aucun état des banques aujourd'hui.

Incendie.

New-York, 18.—L'établissement de boîtelage de foin de Harris & Camp a été brûlé. Perte, $5000. Un homme a perdu un autre a été blessé par la chute des murs.

Arrivée de Steamers.

New-York, 18.—Le Georgia et le Rising Star.

New-York, 18—Arrivé : le steamer Russia.

ST.-LOUIS.

La crise à Scott [illegible].

St-Louis, 18—Le Clearing House a adopté la résolution de répondre aux paiements en currency, le 27, et de racheter les chèques certifiés par versements de 50 pour cents, les 30, 29, 25, 20, 15, 10 et 5 de ce mois.

Démission.

St-Louis, 18—Le gouverneur Woodson a demandé à Wm Shelby un démission de surintendant des assurances de l'Etat, se fondant sur ce qu'il a reçu des plaintes sérieuses contre lui au sujet de l'administration de son département. Le nom de l'ex-sénateur des Etats-Unis, Frank P. Blair, est mis en avant à propos de ce poste ; l'on dit qu'il sera nommé et qu'il acceptera.

DIVERS.

Montgomery, 18—On a relevé un décès de la fièvre jaune depuis 24 heures.

Accident.

Atlanta, 18—Alonzo Buchanan, imprimeur, a été tué par les wagons, aujourd'hui. Ses deux jambes ont été coupées près du tronc.

PASSES.

Passe du Sud-Ouest, 18 oct., 6 h. du soir. Baromètre 29.95. Temps calme.

Arrivée : le steamer George Washington, à 2 h. p. m., capitaine Whitehead, de New York, consignée à A. Moulton, et le steamer Louisiana, à 5 h. p. m., capitaine Stewart, de Liverpool, vôle de Bordeaux.

Pas de départ.

RIVIERES.

Etat du Fleuve. Bateaux, &c.

Vicksburg, 19—Aucun bateau n'est descendu aujourd'hui. Montant : le Colorado, à 3 h. a. m., et le Furgold, à midi.

Temps frais. Il a plu toute la journée.

MARCHES.

Marchés américains.

New-York, 18.—Coton calme et stationnaire. Ventes, 1,925 balles. Middling, 17 7/16 à 17 5/8. Recettes brutes 4,140 balles. Les ventes à terme sont réglementaires. Ventes, 5,700 balles comme suit ; octobre 16 7/16 à 16 15/32, novembre 16 1/4, décembre 16 9/16, janvier 16 5/8, février 16 7/8, mars 16 7/8.

Le fer reste stationnaire et sans changement.

BULLETIN FINANCIER.

SAMEDI SOIR, 18 OCTOBRE 1873.

Comptoir d'échanges (Clearing House) de la *Nouvelle-Orléans.*

	Echanges.	Balances.
18 octobre.....	1,181,294 15	97,227 77
Même temps la semaine dern.....	1,043,783 42	139,799 69
Total de la semaine dern.....	6,167,468 98	788,979 69
Total de la semaine précéd.	5,345,722 82	813,199 59

Il n'y a rien de nouveau, aujourd'hui, sur le marché monétaire.

La demande d'argent a un peu diminué dans les rues, mais il se fait très peu d'affaires. Les billets choisis sont toujours cotés 1 à 1 1/2 pour cent par mois pour le premier mois, et 2 pour cent pour les suivants, également nominaux. Les hypothèques de premier ordre ont été négociées à 10 à 11 pour cent par an et celui de second ordre à 12 à 14.

La dépêche suivante a été affichée au Coton Exchange :

New York, 18 oct—Il a été expédié, par steamer, $180,340.94 en lingots d'argent.

La demande de currency a été assez [illegible] il a ouvert à 1 1/8 à 1/2 en currency et fermé à 1 1/8 à 5 1/8 et fermé à 1 1/8 à 1/4.

L'or a ouvert à 111 à 1/8 en currency et 116 à 1/8 en chèques certifiés. Les transactions ont consisté [illegible] $4000 à 111 1/8, $30,000 à 111 à 111 1/8, $5000 à 111 1/8, en currency et [illegible] à 116 1/8 à 116 3/4 en chèques certifiés à New York. L'or a ouvert à 109 1/8 et a fermé à 109 1/4 après avoir touché 109 1/8. Aucune vente d'argent n'a été annoncée. Les demi-plastres américains ont encore été cotés à 101 1/2 à 102 en currency et 110 à 112 en chèques certifiés.

Le change sterling n'a pas manqué d'activité. Les opérations se sont élevées à 33,500 livres, dont 2500 et 2000 en payement à 110 1/2, 3000 à 117, 3000 chez 60 j. à 117 1/2, quelques remittances et chez 90 j. à 117 3/8, vers de 4 à 117 1/2, puis de 5 à 117 5/8, puis à 118. 1000 de banque à 118 1/4 et 2000 de banques à 119 1/2. Dans les francs, 100,000 en change et commerce, à 4 91 1/2. Les marks ont été [illegible] 1000 à 95 1/2, 1000 à 95 3/4, 1000 à 95 7/8, 1000 à 96 1/8 et 1000 à 96 1/4. Les florins [illegible] 1000 à 40 1/8 et 1000 à 40 1/4. Les [illegible] 1000 à 96 1/8 à 96 1/4 le change payable à Londres. Le [illegible] est [illegible]

Le change américain est resté rare. Les ventes comprennent $5,000 en change de commerce, sur New-York, à vue, à 2 3/4 de perte. $5,000 de banque à 3 1/4, et $5,000, 6 60 jours, à 3 1/8 pour cent de perte.

Les [illegible] ont été du chiffre de New-York à 4 pour cent de perte et à la préférence à vue à été coté à 3 1/8 à 3.

Il sem